



10 ans après la départementalisation de Mayotte

Évolutions macroéconomiques

65 ans après la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et La Réunion, Mayotte est devenue en 2011 un département français sous le statut de département et région d'outre-mer (Drom).

Depuis cette départementalisation en 2011, Mayotte a connu nombre de mutations : forte croissance démographique, fiscalité, développement des emplois publics, accès aux financements européens, développement du tissu productif.

Les partenaires CEROM ont collaboré à une analyse des évolutions macroéconomiques de Mayotte après la départementalisation. Cette étude est constituée de 4 publications complémentaires qui portent respectivement sur l'évolution macroéconomique de l'île (pilote par l'Insee), sur l'activité et le système bancaires (IEDOM), sur l'emploi et le chômage (Insee), ainsi que sur les collectivités locales sous l'angle des investissements, de la fiscalité et de l'emploi public (AFD).

UNE ÉCONOMIE EN FORTE CROISSANCE, MAIS ENCORE EN RETRAIT DES STANDARDS NATIONAUX

La croissance économique est forte à Mayotte de 2011 à 2019 : le produit intérieur brut (PIB) augmente de 7,5 % en moyenne par an, un rythme 3 fois plus élevé que celui de la France. Mayotte rattrape donc progressivement son retard de développement économique, mais la croissance démographique reste très élevée et le PIB par habitant est encore 3,7 fois inférieur à la moyenne nationale. En outre, la croissance économique est un peu moins forte depuis 2016, en raison des mouvements sociaux de 2016 et 2018 contre l'insécurité et la vie chère, et de l'épidémie de Covid-19.

Une forte croissance économique de 2011 à 2019 mais un retard encore conséquent par rapport au niveau national

Le **PIB*** augmente de 7,5 % en moyenne annuelle en valeur entre 2011 et 2019, soit un rythme 3 fois plus élevé que celui de la France

+ 7,5 %  **Croissance**
3 fois
plus élevée
que celle à la France

2011  2019

Évolution moyenne annuelle
du PIB en valeur entre 2011 et 2019

PIB / habitant **Taux d'emploi**

3,7 fois
inférieur
à la France

2 fois
inférieur
à la métropole

2019

2021

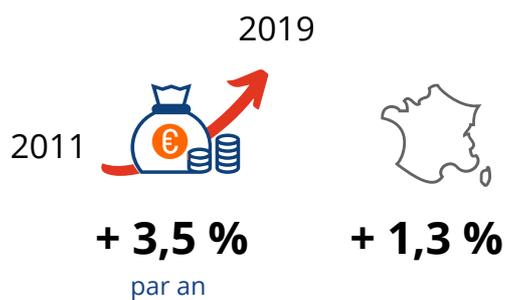
Ratio du PIB par habitant
et du taux d'emploi de Mayotte
par rapport au niveau national

* PIB : Produit intérieur brut

La croissance économique soutenue est liée à la hausse importante du revenu des ménages et de leur consommation.

Forte hausse du revenu moyen...

Entre 2011 et 2019, le **revenu disponible par habitant** augmente de 3,5 % par an à Mayotte



Évolution du revenu disponible par habitant entre 2011 et 2019

... mais un revenu encore inférieur au niveau national

En 2019, le **revenu disponible par habitant** s'élève à 7 200 € à Mayotte, soit un tiers de la moyenne nationale



Revenu disponible par habitant en 2019 à Mayotte et écart par rapport au niveau national

Mais les inégalités de revenus se renforcent car ce sont essentiellement les ménages les plus aisés, ayant un emploi salarié, qui en bénéficient.

Les inégalités de revenus se creusent

Les 10 % des habitants de Mayotte les plus aisés ont un **niveau de vie plancher**



Rapport du niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés au niveau de vie médian de la population

Le taux de pauvreté monétaire reste ainsi très élevé (77 % en 2018), du fait du déficit important d'emplois formalisés. En outre, les prestations sociales, moins importantes que dans les autres départements, ne contribuent que marginalement à réduire la pauvreté.

Faible poids des prestations sociales dans le revenu

En 2019, le montant des **prestations sociales** par habitant est 11 fois plus faible à Mayotte que dans l'Hexagone

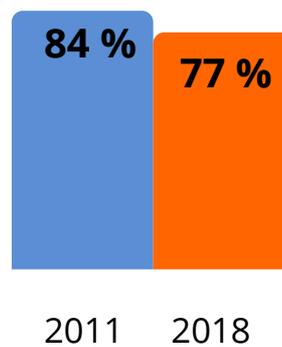


Rapport du montant des prestations sociales par habitant entre Mayotte et l'Hexagone



Un taux de pauvreté encore très élevé

En 2018, 77 % des habitants de Mayotte vivent sous le **seuil de pauvreté** national

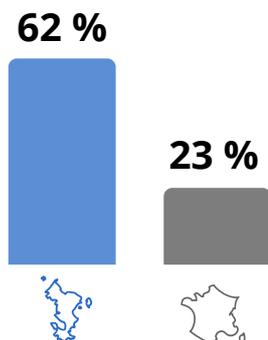


Part de la population vivant sous le seuil de pauvreté national

Si le secteur public continue d'occuper une place prépondérante dans les richesses créées, le tissu productif privé se développe. Les branches du commerce et des activités immobilières contribuent pour moitié à la hausse de la valeur ajoutée des sociétés marchandes.

Le secteur public reste prédominant...

En 2019, la **consommation finale** des administrations publiques à Mayotte s'élève à 62 % du PIB



Part de la consommation finale des administrations publiques dans le PIB

... mais le secteur privé monte en puissance

Entre 2011 et 2019, la **valeur ajoutée** des sociétés marchandes augmente de 75 % à Mayotte

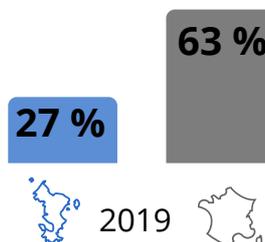
+ 75 %

2011 2019

Évolution de la valeur ajoutée des sociétés marchandes de 2011 à 2019

Commerce et activités immobilières contribuent pour moitié à la hausse de la valeur ajoutée

En 2019, la **valeur ajoutée** des sociétés marchandes s'élève à 27 % du PIB à Mayotte

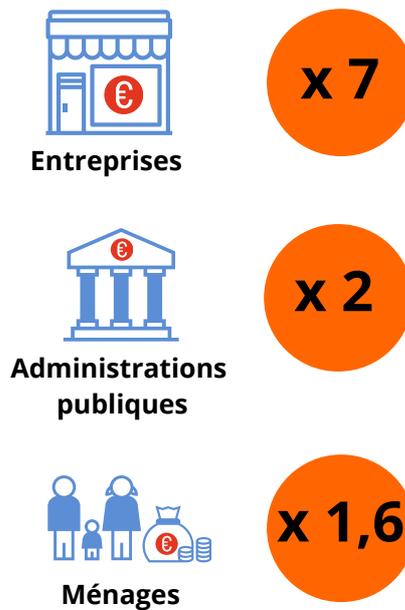


Part de la valeur ajoutée des sociétés marchandes dans le PIB

De fait, l'investissement des entreprises constitue à présent un moteur important de la croissance économique, avec notamment une accélération depuis 2017 et le début de grands projets d'aménagements.

L'investissement devient un moteur important de la croissance

Entre 2011 et 2019, l'investissement des entreprises est multiplié par 7

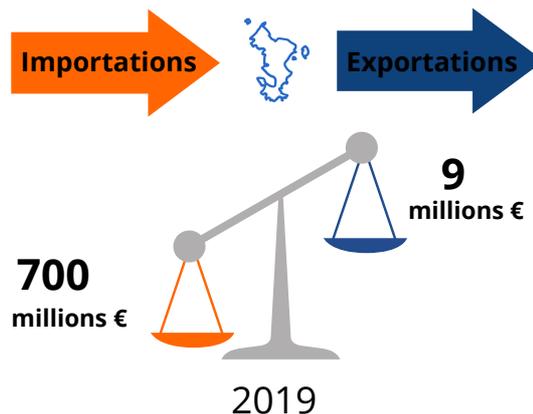


Rapport entre l'investissement de 2019 et celui de 2011

En revanche, l'économie mahoraise reste tournée vers la réponse à la demande intérieure et les exportations sont donc très limitées. Les importations augmentent régulièrement sur la décennie passée, en lien avec la hausse de la demande intérieure des ménages comme des autres acteurs économiques.

L'économie mahoraise reste tournée vers la réponse à la demande intérieure

En 2019, les importations s'élèvent à 700 millions d'euros à Mayotte



Montant des importations et des exportations vers et depuis Mayotte

UN SYSTÈME BANCAIRE MAHORAI EN CROISSANCE MAIS ENCORE JEUNE

Né au début des années 90, le système bancaire actuel de Mayotte est, à l'instar de sa population, caractérisé par sa jeunesse et un développement tardif. Cet essor, suivi d'une croissance rapide, lui a permis de trouver toute sa place dans le financement de l'économie locale, et ce, malgré des infrastructures bancaires et un taux de bancarisation encore faibles.

Un marché dominé par les établissements installés à Mayotte

En 2021, **81,8 % des encours** de crédit détenus par les banques installées localement



Part des encours de crédit en 2021 détenus par les banques installées localement

Des infrastructures en évolution lente



Une bancarisation encore faible

Depuis 2011, les Mahorais ont néanmoins de plus en plus recours aux services bancaires : le nombre de comptes en banque a doublé entre 2011 et 2021, mais reste encore bien au-dessous de la moyenne nationale.

En 2021, on dénombre **0,69 compte** bancaire par habitant à Mayotte



1 compte par habitant au niveau national

Nombre de compte bancaire par habitant

Moyens de paiement : l'utilisation de la carte bancaire tend à se répandre...

Entre 2011 et 2021, 3 fois plus de cartes bancaires en circulation à Mayotte



Évolution du nombre de cartes bancaires en circulation de 2011 à 2021

Moyens de paiement : ... mais la préférence pour la monnaie fiduciaire reste prépondérante

Mayotte se caractérise par une utilisation prépondérante de l'espèce, qui demeure un moyen de paiement vital pour les personnes vulnérables. Entre 2011 et 2020, les émissions nettes de monnaie ont fortement augmenté (+ 81 %), portées notamment par le développement économique, la forte croissance démographique et l'appétence pour la monnaie fiduciaire. Dans le même temps, le nombre de cartes bancaires en circulation a presque triplé, ce qui s'est accompagné d'une hausse sensible des retraits réalisés aux distributeurs de billets.

Entre 2011 et 2020, les émissions nettes de monnaie ont fortement augmenté (+ 81 %)



Évolution des émissions nettes de billets de 2011 à 2020

Des établissements de crédit en soutien du développement économique

L'octroi de crédits aux entreprises a progressé régulièrement depuis la départementalisation. Si les crédits d'investissement restent le produit financier le plus utilisé par les entreprises, celles-ci recourent de façon accrue aux crédits immobiliers sur les 5 dernières années et aux crédits d'exploitation à un degré moindre.



de **261 millions** d'euros en 2011
à **602 millions** d'euros en 2021

Évolution des crédits aux entreprises de 2011 à 2021

Dans le même temps, le montant des crédits octroyés aux ménages a été multiplié par 2,4 en 10 ans. Ils sont tirés par les crédits à la consommation, qui dépassent en montant ceux des crédits immobiliers depuis 2017.



Ménages

x 2,4

3 fois plus
pour les crédits à la consommation

Évolution des crédits aux ménages de 2011 à 2021

De leur côté, les encours de crédit aux collectivités locales n'ont commencé à augmenter qu'à partir de 2018, grâce au renforcement de la fiscalité locale et au soutien de prêteurs institutionnels comme l'AFD et la Caisse des dépôts et consignations.



**Administrations
publiques**

x 1,2

Évolution des crédits aux administrations publiques de 2011 à 2021

Une nette progression de l'épargne en 10 ans

Lors de la décennie 2010, l'épargne globale progresse également, portée par une nette hausse des dépôts à vue pour tous les agents, tandis que les placements liquides ou à court terme n'augmentent que pour les ménages.



Entreprises

x 4,1



Ménages

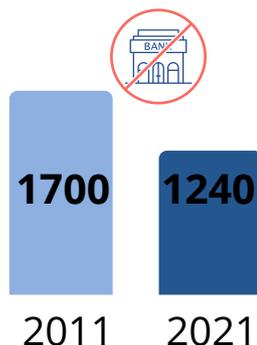
x 2,7

Progression du montant des dépôts à vue entre 2011 et 2021 à Mayotte

Des incidents de paiement en diminution sensible

Le nombre d'incidents de paiement diminue sensiblement sur la période, malgré l'augmentation de la population bancarisée.

Le nombre d'interdiction bancaire passe de 1700 à 1240 entre 2011 et 2021 à Mayotte

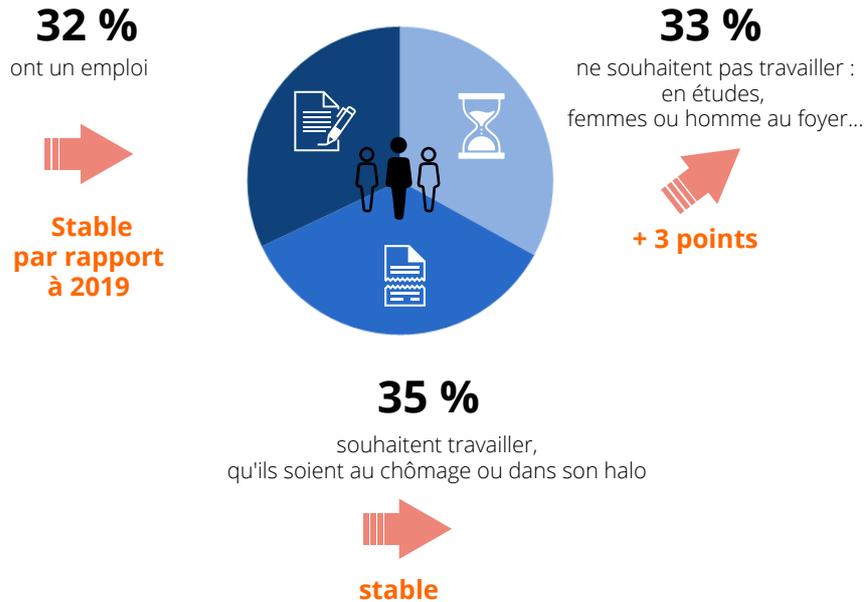


Evolution du nombre d'incidents bancaires de 2011 à 2021

L'EMPLOI AUGMENTE FORTEMENT, MAIS LE NOMBRE DE PERSONNES EN ÂGE DE TRAVAILLER AUSSI

En 2021 comme en 2009, seuls un tiers des habitants de Mayotte âgés de 15 à 64 ans ont un emploi. Le déficit d'emplois concerne principalement le secteur privé, en particulier les services.

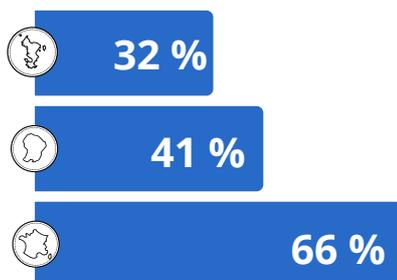
La population des 15-64 ans : partagée à parts égales entre personnes en emploi, personnes souhaitant travailler et personnes ne souhaitant pas travailler



Répartition des personnes de 15 à 64 ans selon leur situation vis-à-vis du marché du travail

UN TAUX D'EMPLOI TRÈS EN RETRAIT DES AUTRES TERRITOIRES...

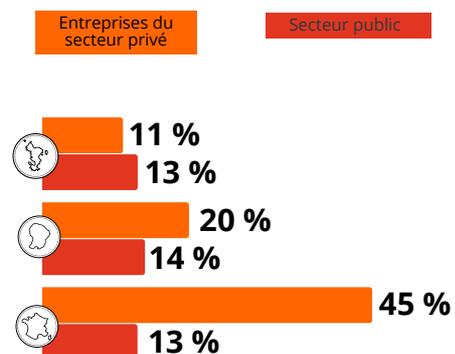
En 2021, à Mayotte,
32 % des 15 - 64 ans occupent un emploi



Taux d'emploi en 2021

...EN LIEN AVEC UN DÉFICIT D'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES

En 2021, à Mayotte, **11 %** des 15-64 ans occupent un emploi dans une entreprise du secteur privé



Part des habitants en âge de travailler occupant un emploi dans le secteur public ou une entreprise du secteur privé en 2021

Les créations d'emplois ont été importantes ces dix dernières années, mais elles ne suffisent pas par rapport à une population en âge de travailler qui augmente plus fortement encore.

De nombreuses créations d'emplois entre 2009 et 2021, inférieures à la hausse de la population en âge de travailler

Entre 2009 et 2021, le nombre d'emplois augmente de 17 600

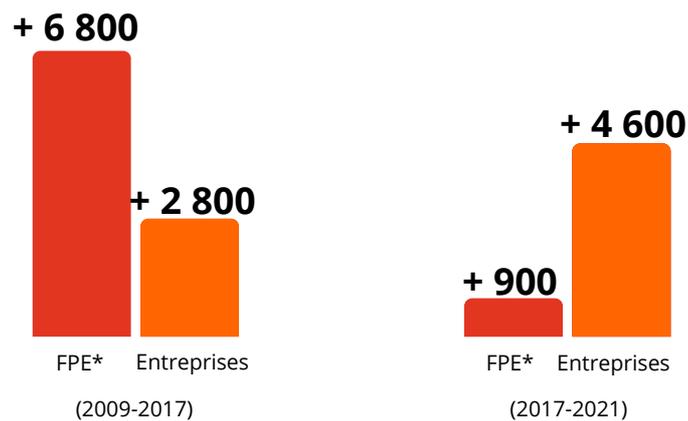


Évolution du nombre d'emplois et de la population en âge de travailler entre 2009 et 2021

La fonction publique d'État porte la dynamique de l'emploi jusqu'en 2017, avant que les entreprises privées ne prennent le relais entre 2017 et 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

La fonction publique d'État porte la dynamique de l'emploi jusqu'en 2017, puis les entreprises prennent le relais

Entre 2009 et 2017, le nombre d'emplois dans la fonction publique d'État (FPE*) augmente de **6 800**



Évolution de l'emploi dans la FPE* et les entreprises entre 2009 et 2021

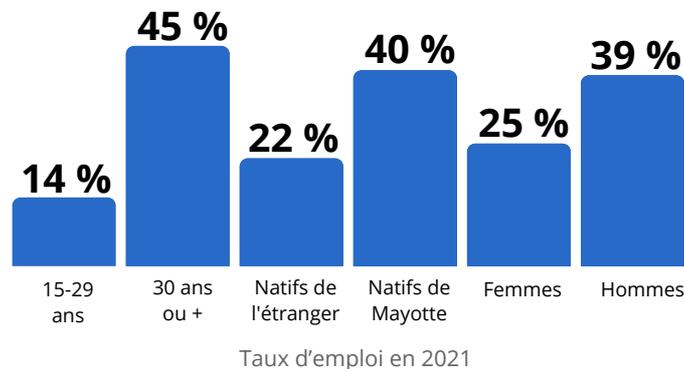
* FPE : fonction publique d'État

1 emploi sur 2 créé entre 2009 et 2017 à Mayotte l'a été dans la FPE*

Les jeunes, les natifs de l'étranger et les femmes accèdent encore plus rarement que les autres à un emploi.

Les jeunes, les natifs de l'étranger et les femmes, particulièrement éloignés de l'emploi

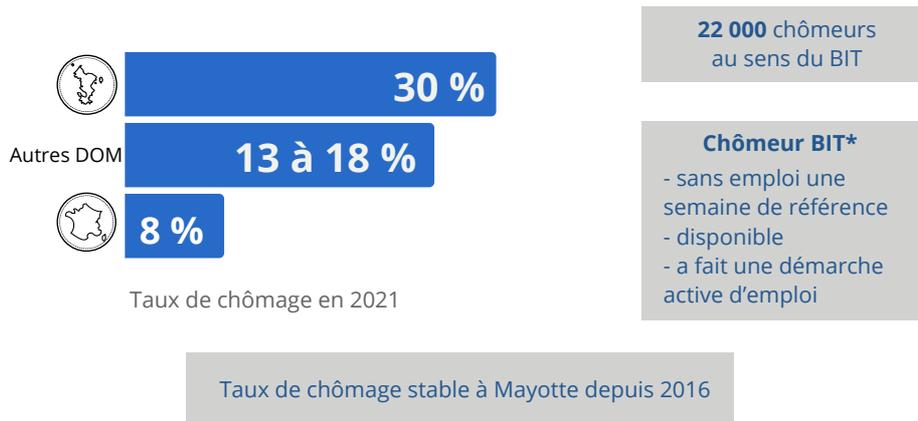
En 2021, **14 %** des jeunes de 15 à 29 ans occupent un emploi



Le taux de chômage se stabilise à environ 30 % depuis 2017. En plus de ces chômeurs au sens du Bureau international du travail, le nombre de personnes dans le halo du chômage se situe à un niveau élevé.

Le chômage le plus élevé de France

En 2021, à Mayotte, le taux de chômage* au sens du BIT* s'élève à **30 %**

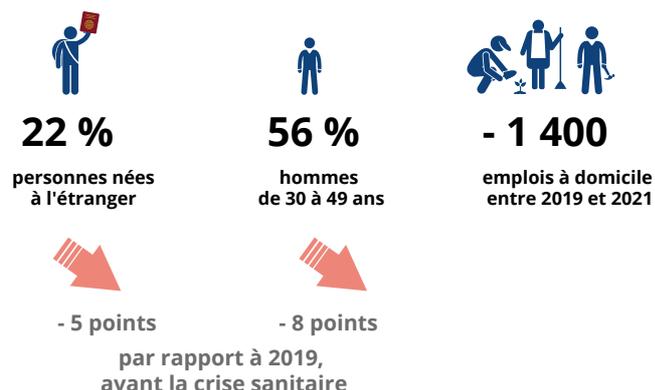


*BIT : Bureau international du travail

La crise sanitaire touche davantage les personnes nées à l'étranger, les hommes de 30 à 49 ans et les emplois à domicile.

La crise sanitaire : un impact plus fort pour les personnes nées à l'étranger, les hommes de 30 à 49 ans et les emplois à domicile

En 2019, 26 % des natifs de l'étranger occupent un emploi



COLLECTIVITÉS DE MAYOTTE : DES EFFETS CONTRASTÉS DE LA DÉPARTEMENTALISATION SUR LA FISCALITÉ, L'EMPLOI PUBLIC ET L'INVESTISSEMENT

Intervenue le 1^{er} janvier 2014, l'application de la fiscalité de droit commun (code général des impôts et code des douanes) a engendré une augmentation des ressources de fonctionnement des collectivités locales. Ces ressources supplémentaires ont profité aux communes, largement sous-dotées au début de la départementalisation, ce qui leur a permis de disposer des mêmes ressources que leurs homologues domiennes, mais aussi de moyens compatibles avec l'extension de leurs responsabilités. Côté Département, après s'être repliées, ses ressources s'accroissent progressivement depuis 2015. Les rentrées fiscales restent néanmoins freinées par le faible niveau de revenus de la population et l'existence d'un foncier coutumier collectif non formalisé se traduisant par des occupations sans titre. Quant à l'octroi de mer, son rendement reste en 2020 deux fois inférieur à celui de la moyenne des Drom.

Les ressources des communes ont été multipliées par 2,5 entre 2011 et 2020



Évolution des ressources des communes et du Département entre 2009 et 2021

Le Département reste le premier employeur de la fonction publique territoriale, mais depuis 2014 les effectifs du secteur communal augmentent plus vite que ceux du Département du fait des nouveaux produits de la fiscalité. La masse salariale des collectivités territoriales croît fortement, sous l'effet conjugué de nombreux recrutements, des revalorisations salariales (alignement des rémunérations des titulaires au niveau de celles des autres Drom) et de l'embauche de contractuels sur des fonctions d'encadrement ou en substitution d'emplois aidés. Les collectivités font encore face néanmoins à un déficit de cadres pour piloter les politiques publiques et superviser les agents de catégorie C.

Entre 2011 et 2020, la masse salariale des collectivités a augmenté de 8 %



Évolution de la masse salariale des collectivités de 2011 à 2020

Grâce à des capacités financières accrues et une palette de subventions qui s'est élargie, avec notamment l'accès aux fonds européens, l'investissement des collectivités mahoraises a doublé depuis la départementalisation. Les communes de Mayotte investissent davantage que leurs homologues domiennes en 2020, du fait des importants besoins en infrastructures collectives comme les écoles primaires auxquelles elles font face. A contrario, le Département et les groupements de communes investissent deux à quatre fois moins que dans les autres Drom : les responsabilités du Département de Mayotte sont encore partielles, tandis que les groupements de communes n'ont été créés qu'en 2016 et leurs projets sont encore souvent en phase d'étude.

Entre 2011 et 2020, l'investissement des collectivités mahoraises a doublé



Évolution de l'investissement des collectivités de 2011 à 2020

Le partenariat CEROM

Le projet Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (**CEROM**), né en 2003 et formalisé par un accord-cadre signé en 2004 sous l'impulsion des partenaires institutionnels que sont l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (IEDOM) et l'Agence française de développement (AFD), consiste à mettre en place un cadre statistique permettant d'analyser les évolutions récentes de la situation économique des Outre-mer français.

Le projet CEROM vise plus particulièrement :

au renforcement de la qualité du système d'information économique en rapprochant statisticiens et économistes ;

- à l'amélioration des méthodes de production ;
- à la promotion de l'analyse économique à travers des travaux inter-institutionnels ;
- à la construction d'un réseau d'échanges de bonnes pratiques et de comparaisons de méthodes entre les parties.

Ce projet permet ainsi de contribuer au développement progressif d'une capacité d'analyse des évolutions économiques ultramarines. Il s'articule autour de trois volets :

- la promotion de l'analyse économique à travers la réalisation régulière d'études d'ensemble ;
- la confection d'indicateurs synthétiques de conjoncture ;
- l'élaboration de comptes économiques rapides.

Le tableau de bord de conjoncture relatif à Mayotte est encore incomplet en comparaison de ceux des autres territoires ultramarins, pour des questions de disponibilité de la donnée dans certains domaines. Mais la complétude s'accroît au fil de l'entrée de Mayotte dans le droit commun, avec par exemple la mise en place de la Déclaration sociale nominative en janvier 2022 pour l'ensemble des employeurs.



Contacts :

- Daoulab ALI CHARIF, contact presse IEDOM : 02 69 61 88 91
E-mail : daoulab.ALICHARIF@iedom-mayotte.fr
- Adrienne LAINEY, référente communication AFD ; 02 69 64 35 00
E-mail : laineya@afd.fr
- Eric HUET, attaché presse communicant externe Insee ; tel : 0692 44 83 58
E-mail : inseeoi-communication@insee.fr